

# OUEST CONSEILS

EXPERTISE COMPTABLE & AUDIT

Jean-Baptiste GOUTTENOIRE  
Mickaël GOUVARY  
Erwan LE BOEUF  
Géraldine LE BRETON  
David LE LIBOUX  
François-Xavier LE PAIH  
Gilles LE SQUER

*Experts-Comptables  
Commissaires aux comptes*

Association Départementale d'Entraide des Personnes Accueillies  
à la Protection de l'Enfance  
2 rue René Kerviler  
56100 LORIENT

---

## RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

**Exercice clos le 31 décembre 2024**

**www.ouestconseils.bzh** 

**OUEST CONSEILS VANNES** 36 bd de la Résistance - Immeuble Golfe Affaires - CS 92092 - 56003 VANNES Cedex  
Tél. 02 97 26 73 00 - Email : [contactvannes@ouestconseils.fr](mailto:contactvannes@ouestconseils.fr)

Cabinet Colin Henrio - S.A.S. au capital de 1 000 000 € - R.C.S. VANNES 876 680 166 - Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'Ordre du Conseil Régional de Bretagne  
Société de commissariat aux comptes membre de la CRCC Ouest Atlantique

**BREST - QUIMPER - LORIENT - AURAY - VANNES - MUZILLAC**



## SOMMAIRE

---

1. RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS
2. RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS  
REGLEMENTEES



## RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

---

A l'Assemblée générale de l'Association Départementale d'Entraide des Personnes Accueillies à la Protection de l'Enfance,

### ▪ Opinion

---

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Départementale d'Entraide des Personnes Accueillies à la Protection de l'Enfance relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

### ▪ Fondement de l'opinion

---

#### *Référentiel d'audit*

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### *Indépendance*

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de Commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

.../...

## ▪ **Justification des appréciations**

---

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## ▪ **Vérifications spécifiques**

---

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

## ▪ **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

---

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

## ▪ **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

---

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

**A VANNES, le 30 mai 2025**

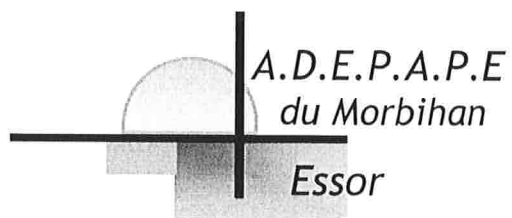
**Le Commissaire aux Comptes  
CABINET COLIN HENRIO  
Mickaël GOUVARY**



ACTIF		Exercice 2024		Exercice 2023	PASSIF	Exercice 2024	Exercice 2023
		Brut	Amortissements ou provisions	Net			
ACTIF IMMOBILISE					FONDS PROPRES*		
Immobilisations incorporelles:	Frais d'établissement	0,00	0,00	0,00	Fonds ass sans droit de reprise	304 999,99	304 999,99
	Frais de recherche et de développement	0,00	0,00	0,00	Fonds ass avec droit de reprise s'ajoutant à la dissolution de l'assoc.	0,00	0,00
	Concessions, brevets	0,00	0,00	0,00	Ecart de réévaluation	0,00	0,00
	Droit au bail	0,00	0,00	0,00	Réserves statutaires ou contractuelles	0,00	0,00
	Autres	0,00	0,00	0,00	Réserves réglementées		
	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	Autres réserves	0,00	0,00
	Avances et acomptes	0,00	0,00	0,00	Affectation au projet associatif	0,00	0,00
Immobilisations corporelles:	Logiciel	1 012,56	897,04	115,52	Report à nouveau	-278 848,34	-280 487,04
	Constructions	224 711,46	224 628,86	82,60			
	Travaux tech: matériels, outill industriels	0,00	0,00	0,00	Résultat de l'exercice	2 074,03	1 638,70
	Autres	46 634,90	44 310,87	2 324,03	Total FP	28 225,68	26 151,65
	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	Fonds associatif représentatif (biens capex non renouvelable)		
	Avances et acomptes	0,00	0,00	0,00	Fonds associatif représentatif (biens repris avant dissolution l'assoc.)		
					Subventions d'investissement (renouvelables)	0,00	0,00
Immobilisations financières:	Participations	0,00	0,00	0,00	Provisions réglementées/Révaluations	26 619,00	26 334,00
	Créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00			
	Autres titres immobilisés	0,00	0,00	0,00	Total I	56 844,68	54 485,65
	Prêts Pupilles	14 365,68	1 377,00	12 988,68	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
	Autres immo FI	0,00	0,00	0,00	Provisions pour risques	0,00	0,00
					Provisions pour charges	0,00	0,00
	Total I	286 724,60	271 213,77	15 510,83	Total II	0,00	0,00
ACTIF CIRCULANT					FONDS DEDIES		
Stocks et en-cours	Matières premières autres approvis'ts	0,00	0,00	0,00	Sur subventions de fonctionnement	0,00	0,00
	En cours de production (biens et services)	0,00	0,00	0,00	Sur autres ressources	0,00	0,00
	Produits intermédiaires et finis	0,00	0,00	0,00	Total III	0,00	0,00
	Marchandises	0,00	0,00	0,00			
Avances et acomptes versés sur commandes		0,00	0,00	0,00	DETTES		
Créances	Créances clients et comptes rattachés	0,00	0,00	0,00	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES		
	Autres créances	43 219,55	0,00	43 219,55	Emprunts obligataires	0,00	0,00
					Emprunts et dettes auprès établissements de crédit	0,00	0,00
Divers	Valeurs mobilières en placement	0,00	0,00	0,00	Emprunts et dettes financières diverses	0,00	6 125,07
	Disponibilités	40 367,28	0,00	40 367,28	Relevés de Garanties	0,00	0,00
	Intérêts courus à percevoir	0,00	0,00	0,00	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	14 710,81	8 439,12
	Charges constatées d'avance	350,81	0,00	350,81	Dettes fiscales et sociales	27 713,03	35 033,67
					Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés	0,00	0,00
					Autres dettes	0,00	0,00
					Produits constatés d'avance	179,95	177,15
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)					Charges à payer	0,00	0,00
					Créateurs divers	0,00	150,00
Primes de remboursement des emprunts (IV)					TOTAL III	42 603,79	49 925,01
Ecarts de conversion Actif (V)							
Résultat à recycler (VI)							
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V+VI)		370 662,24	271 213,77	99 448,47			

Charges (hors taxes)	Exercice 2024	Exercice 2023	Produits (hors taxes)	Exercice 2024	Exercice 2023
<b>Charges d'exploitation :</b>			<b>Produits d'exploitation :</b>		
Achats de marchandises	0,00	0,00	Ventes de marchandises	0,00	0,00
Variation des stocks	0,00	0,00	Production vendue biens	0,00	0,00
Achats de matières premières et autres approvisionnements	0,00	0,00	Production vendue services	660,00	8 605,00
Variation des stocks	0,00	0,00			
*Autres achats et charges externes	105 016,24	126 348,03			
Impôts, taxes et versements assimilés	6 503,51	8 399,48	<b>Sous-total A - Montant net du C.A.</b>	<b>660,00</b>	<b>8 605,00</b>
Salaires et traitements	190 664,03	252 598,57			
Charges sociales et fiscales	60 923,75	75 291,27			
Dotations aux amortissements et aux provisions			Production stockée	0,00	0,00
Sur immobilisations: dotations aux amortissements	4 248,00	9 134,35	Production immobilisée	0,00	0,00
Sur immobilisations: dotations aux provisions	0,00	0,00	Subventions d'exploitation	396 349,34	480 373,92
Sur actif circulant: dotations aux provisions	0,00	0,00	Reprises sur provis* (et amortissements), transferts de charges	28 667,05	34 012,93
Pour risques et charges: dotations aux provisions	28 619,00	32 354,70	Cotisations	18 085,00	20 035,00
Autres charges	50 713,50	38 520,24	Autres produits	1 332,69	1 088,66
Engagements à réaliser	0,00	0,00			
<b>TOTAL I</b>	<b>446 689,03</b>	<b>542 646,64</b>	<b>Sous-total B</b>	<b>444 434,08</b>	<b>535 510,51</b>
Résultat d'Exploitation : ( + = bénéfice )	<b>-1 593,95</b>	<b>1 469,67</b>	<b>Total I (A+B)</b>	<b>446 094,08</b>	<b>544 115,51</b>
<b>Charges financières:</b>			<b>Produits financiers:</b>		
Dotations FI aux amortissements et provisions	204,00	12 893,96			
Intérêts et charges assimilés	0,00	0,00	De participation	0,00	0,00
Différences négatives de charge	0,00	0,00	D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	0,00	0,00
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	0,00	0,00	Autres intérêts et produits assimilés	2 344,67	1 506,11
<b>TOTAL II</b>	<b>204,00</b>	<b>12 893,96</b>	Reprises sur provisions et transferts de charges	0,00	13 111,96
Résultat Financier : ( + = bénéfice )	<b>2 140,67</b>	<b>1 724,11</b>	Différences positives de change	0,00	0,00
			Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	0,00	0,00
<b>Charges exceptionnelles:</b>			<b>Total II</b>	<b>2 344,67</b>	<b>14 618,07</b>
Sur opérations de gestion	179,00	155,00			
Sur opérations en capital	2 622,55	2 253,67	Sur opérations de gestion	15,00	50,00
Sur opérations diverses	0,00	0,00	Sur opérations en capital	0,00	0,00
Dotations aux amortissements et aux provisions	0,00	0,00	Sur opérations diverses	-4 313,66	604,39
<b>TOTAL (III)</b>	<b>2 801,55</b>	<b>2 408,67</b>	Reprises sur provisions et transferts de charges	0,00	0,00
	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>TOTAL III</b>	<b>4 328,86</b>	<b>654,39</b>
Résultat Exceptionnel : ( + = bénéfice )	<b>1 627,31</b>	<b>-1 664,28</b>	<b>Total des produits (I+II+III)</b>	<b>451 767,81</b>	<b>569 587,97</b>
Participation/impôt sur société	0,00	0,00			
<b>Total des charges (I+II+III)</b>	<b>449 693,58</b>	<b>567 948,27</b>	<b>Solde</b>		
<b>Résultat Excédent</b>	<b>2 071,63</b>	<b>1 620,16</b>	<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>451 767,81</b>	<b>569 587,97</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>451 767,81</b>	<b>569 587,97</b>			





## ANNEXE

**aux comptes clos le 31 décembre 2024**

**Association Départementale d'Entraide  
des Personnes Accueillies à la Protection de l'Enfance**

**2, rue de Kerviler 56100 LORIENT**

Ce rapport contient 10 pages

# SOMMAIRE

## I → Faits majeurs de l'exercice

I-1) Evénements principaux de l'exercice

I-2) Principes, règles et méthodes comptables

- 1) Présentation des comptes
- 2) Méthode générale
- 3) Continuité d'exploitation
- 4) Changement de méthode d'évaluation
- 5) Changement de méthode de présentation

## II → informations relatives au bilan

### II-1) ACTIF

- 1) Tableau des immobilisations
- 2) Tableau des amortissements
- 3) Produits à recevoir

### II-2) PASSIF

- 1) Tableau des réserves et Provisions
- 2) Engagements pris en matière de retraite et engagements similaires.
- 3) Fonds dédiés
- 4) Détail des fournisseurs et comptes rattachés
- 5) Détails des dettes fiscales et sociales
- 6) Emprunts auprès des organismes bancaires
- 7) Produits constatés d'avance

## III → Informations relatives au compte de résultat

- 1) Ventilation des produits d'exploitation
- 2) Ventilation de l'effectif moyen

## IV → Engagements hors bilan

- 1) Emprunt auprès des organismes bancaire
- 2) Dettes garanties par sûreté réelle
- 3) Engagement financier

# I → Faits majeurs de l'exercice

## **I-1) Evènements principaux de l'exercice**

- Activités du Siège 2024 :

- Poursuite de la participation de l'ADEPAPE du Morbihan Essor au « Schéma Départemental de la Protection de l'Enfance » 2022/2027 du Département du Morbihan, pour l'année 2023 avec un renouvellement de convention sur trois ans (du 1<sup>er</sup> Janvier 2022 au 31 Décembre 2024).
- Poursuite de la participation de l'ADEPAPE du Morbihan Essor à Appel à Projet « De l'Insertion vers l'Emploi » du Département du Morbihan, pour l'année 2024 avec avenant, concernant son action d'insertion « Auto-Ecoles Sociales.
- Participation au schéma départemental morbihannais de la Protection de l'Enfance, sur la question des sorties de dispositifs de prises en charges sécurisées, de la commission des statuts et du projet « conseil des jeunes ASE » (Déplacements Directeur).
- Maintien des délivrances de solidarités financières à destination des adhérents à jour de cotisation sur l'année, malgré une baisse des sollicitations exprimées en valeurs et en demandes.
- Revalorisation du dispositif de chèques restauration, au bénéfice des salariés de l'association : passage de 10 € à 11,50 €, avec une prise en charge Employeur de 60% (Date d'effet : 1<sup>er</sup> Janvier 2024).

- Dispositif Auto Ecoles Sociales 2024 :

- Poursuite de la participation à l'Appel à Projet « De l'Insertion vers l'Emploi » du Département du Morbihan, pour l'année 2024 avec avenant.
- Poursuite d'une participation financière de l'Aide Sociale à l'Enfance, pour l'année 2024, permettant l'accueil de jeunes élèves faisant l'objet d'un Contrat Jeune Majeur et inscrits dans un parcours d'insertion socioprofessionnel.
- Démission de Madame Annabelle LEJAY, encadrante de l'établissement lorientais, en Juillet 2024, ayant entraîné le recours à une prestation de service extérieure, permettant d'assurer la continuité des enseignements du code et de la conduite au bénéfice des élèves de cette auto-école sociale.
- Déménagement de l'Auto-Ecole Sociale d'Auray, au 2 rue de Goaner, dans le cadre d'une convention partenariale avec Morbihan Habitat (Septembre 2024).

- Atelier Logement Solidarité 2024 :

- Etablissement du bilan du dispositif « Atelier Logement Solidarité » de la programmation FSE+ pour l'exercice 2024 (l'association ne répondant plus aux critères de sécurisation financière), avec perception du solde financier de cette opération.
- Régulations financières de l'ASP, relatives aux financements de l'aide aux postes des Aides déménageurs ayant bénéficié de CDDI, dans le cadre du conventionnement IAE (Solde financier positif).

## I-2) Principes, règles et méthodes comptables

### ➤ 1) Présentation des comptes

Les documents dénommés états financiers comprennent :

le bilan le compte de résultat l'annexe	}	Ces documents forment un tout.
---	---	--------------------------------

Leur présentation est faite de manière comparative ; en face des comptes de l'exercice, sont donnés en rappel les comptes de l'exercice précédent.

### ➤ 2) Méthode générale

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

continuité de l'exploitation  
indépendance des exercices  
permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre

Et conformément aux règles d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du règlement 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables homologué par arrêté ministériel du 8 septembre 2014 relatif au Plan Comptable Général, complété par le règlement ANC 2018-06

### ➤ 3) Continuité d'exploitation

Comme indiqué ci-dessus les comptes annuels de l'association ADEPAPE ont été établis en vertu du principe de continuité d'exploitation.

### ➤ 4) Changement de méthode d'évaluation

Aucun changement de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice.

### ➤ 5) Changement de méthode de présentation

Aucun changement de méthode de présentation n'est intervenu au cours de l'exercice.

## II → informations relatives au bilan

### II-1) ACTIF

#### ➤ 1) Tableau des immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition  
(Prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations).

Nature	Valeur brute	acquisitions	cessions	Valeur Brute
	Début EX			Fin EX
Immobilisations corporelles				
Logiciel	1 012,56	-	-	1 012,56
Bâtiment	224 711,46	-	-	224 711,46
Construction				-
Autres Immob corporelles	47 011,91	749,99	1 127,00	46 634,90
Immob corporelles en cours		-	-	-
<b>Total 1</b>	<b>272 735,93</b>	<b>749,99</b>	<b>1 127,00</b>	<b>272 358,92</b>
Immobilisations financières				-
Participation				-
Créances rattachées (prêts)	12 235,21	12 393,00	10 262,53	14 365,68
Autres immob financière	-	-	-	-
<b>Total 2</b>	<b>12 235,21</b>	<b>12 393,00</b>	<b>10 262,53</b>	<b>14 365,68</b>
<b>TOTAL ( 1+2 )</b>	<b>284 971,14</b>	<b>13 142,99</b>	<b>11 389,53</b>	<b>286 724,60</b>

Types d'immobilisations	Mode d'amortissement	Durée
Bâtiment	Linéaire	8 à 20 ans
Matériel et outillage	Linéaire	1 à 5 ans
Matériel de transport	Linéaire	3 à 5 ans
Matériel de bureau	Linéaire	2 à 5 ans
Logiciel	Linéaire	1 an

L'intégralité des créances et dettes (à l'exception des emprunts) a une échéance inférieure à 1 an.

## ➤ 2) Tableau des amortissements

IMMOBILISATIONS	Amort. Début d'ex.	augmentation	diminution	Amort fin d'ex
Immobilisation corporelles				
Construction				
Bâtiment	222 163,74	2 465,12		224 628,86
Installation Matériel	3 128,74	-	-	3 128,74
Matériel de Transport	4 774,18	-	-	4 774,18
Matériel de Bureau,				
Informatique	10 150,87	816,80	828,00	10 139,67
Logiciel	790,40	106,64	-	897,04
Agencement	10 115,08	-	299,00	9 816,08
Installation Générale	6 491,73	859,44		7 351,17
Mobilier	9 101,03	-		9 101,03
<b>TOTAL</b>	<b>266 715,77</b>	<b>4 248,00</b>	<b>1 127,00</b>	<b>269 836,77</b>

## ➤ 3) Produits à recevoir

Subventions à recevoir	43 219.55 €
<b>Totaux</b>	<b>43 219.55€</b>

Ces produits à recevoir concernent essentiellement les soldes des financements FSE, les soldes des financements du département et des partenaires sur les ateliers Auto écoles Sociales.

## II-2) PASSIF

### ➤ 1) Tableau des réserves et Provisions

Nature	Montant	Dot. Exercice	Reprise Exercice	Montant Fin Ex
Reserve/investis				
Reserve Trésorerie				
Reserve Compensat°				
Autres réserve				
<b>TOTAL RESERVES</b>				
Provisions Règlementées				
Réserve de trésorerie				
Diff/réalisat° Elém Actif				
Autres provisions Règlem				
<b>TOTAL 1</b>				
Provisions Risq& Charg Retraites	28334	28 619,00	28334	28 619,00
Provisions/Litiges	0	-	0	-
Prov/grosses réparations				
autres provisions R et Chg	0	0	0	0
<b>TOTAL 2</b>	<b>28334</b>	<b>28619</b>	<b>28334</b>	<b>28619</b>
Provisions/ Dépréciation				
/Immo incorporelles				
/immo corporelles				
/Immo financière (Prêts)	1173,00	204		1377
/Stocks et en cours				
/ Comptes clients	0	-	0	-
Autres prov/dépreciation				
<b>TOTAL 3</b>	<b>1173</b>	<b>204</b>	<b>0</b>	<b>1377</b>
Prov/dépreciation cpte financier				
<b>TOTAL 4</b>				
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>29507</b>	<b>28823</b>	<b>28334</b>	<b>29996</b>
<b>Dont dotation et reprises</b>				
d'Exploitation		28 619,00	28334	
Financières		204	0	
Exceptionnelles		-		

La provision comptabilisée sur les prêts est déterminée au cas par cas en concertation avec la direction et la présidente.

Dans la dotation aux provisions d'exploitation figure l'engagement au titre de la retraite.

### ➤ 2) Engagements pris en matière de retraite et engagements similaires

L'ADEPAPE-ESSOR fait référence pour son personnel à certains chapitres de la convention collective des foyers de jeunes travailleurs.

A ce titre est prévu le versement d'une indemnité de fin de carrière en fonction de l'ancienneté de la personne dans l'association.

Le montant des droits acquis par les salariés au titre de l'indemnité de départ à la retraite, à la date de clôture de l'exercice, en tenant compte d'une probabilité de présence dans l'entreprise à l'âge de la retraite, et pour les personnes embauchées en contrat à durée indéterminée, s'élève à **28 619.00 €** charges comprises.

Ce montant est comptabilisé en provision pour risques et charges.

### ➤ **3) Fonds dédiés**

Aucun sur 2024.

### ➤ **4) Détail des fournisseurs et comptes rattachés**

Fournisseurs factures non parvenues : 14 710.81 €

### ➤ **5) Détails des dettes fiscales et sociales**

#### **Dettes cotisations sociales :**

URSSAF :	10 724.00 €
Prévoyance :	1 979.70 €
UGRR :	1 263.05 €
Mutuelle :	632.90 €
Dettes congés à payer	8 814.68 €
Charges sur congés à payer	3 833.70 €
Prélèvement à la source	465.00€

**TOTAL : 27 713.03 €**

### ➤ **6) Emprunts auprès des organismes bancaires**

Dettes financières – classement par échéance

Il n'existe plus d'emprunt auprès d'établissement de crédit.

### ➤ **7) Produits constatés d'avance**

179.95 €



### III → Informations relatives au compte de résultat

#### ➤ 1) Ventilation des produits d'exploitation

Nature des produits	Montant
Avance ETG	660,00
Subventions	396 349,34
autres produits	19 417,69
Reprises sur Provisions	28 667,05
TOTAL	445 094,08

Nom du personnel	Personnel salarié
Responsable	1
Animateurs éducateurs	2.6
Administratif	2
	5.6

#### ➤ 2) Ventilation de l'effectif moyen

#### ➤ 3) Informations relatives aux dirigeants

(rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)

Conformément à l'article 261-7.1°d du Code général des impôts, le montant global des rémunérations versées aux dirigeants n'est pas communiqué car cela reviendrait à communiquer la rémunération d'une seule personne.

### IV→ Engagements hors bilan

#### ➤ 1) Emprunt auprès des organismes bancaires

Au 31 déc 2024, il n'existe plus d'emprunt auprès d'établissements bancaires.

#### ➤ 2) Dettes garanties par des sûretés réelles

→ NEANT

#### ➤ 3) Engagements financiers

→ NEANT



## **RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

### **Réunion de l'organe délibérant relative à l'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024**

---

Aux membres de l'Association Départementale d'Entraide des Personnes Accueillies à la Protection de l'Enfance.

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission.

#### **▪ CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT**

---

Nous vous informons de la présence d'une convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

#### **Convention**

- Personne intéressée : Daniel Edouard
- Nature et objet : Prêt de 1 224 € accordé selon les conditions générales de l'association
- Date du prêt : 25 novembre 2024
- Modalité : Montant emprunté : 1 224 € au taux 1%  
Montant restant dû au 31/12/2024 : 1 173 €

## ▪ CONVENTIONS DEJA APPROUVEES PAR L'ORGANSE DELIBERANT

---

Nous avons par ailleurs été informés de l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions suivantes, déjà approuvées par l'organe délibérant du 4 septembre 2021 sur rapport spécial du commissaire aux comptes du 30 juillet 2021.

### Convention

- Personne intéressée : CAZOUL Philippe
- Nature et objet : Prêt de 1 224 € accordé selon les conditions générales de l'association
- Date du prêt : 13 décembre 2022
- Modalité : Montant emprunté : 1 224 € au taux 1%  
Montant restant dû au 31/12/2024 : 285,60 €

### Convention

- Personne intéressée : LINO Monique
- Nature et objet : Prêt de 1 224 € accordé selon les conditions générales de l'association
- Date du prêt : avril 2023
- Modalité : Montant emprunté : 1 224 € au taux 1%  
Montant restant dû au 31/12/2024 : 154,33 €

### Convention

- Personne intéressée : LE FORMAL Marie-Andrée
- Nature et objet : Prêt de 1 224 € accordé selon les conditions générales de l'association
- Date du prêt : mai 2023
- Modalité : Montant emprunté : 1 224 € au taux 1%  
Montant restant dû au 31/12/2024 : 544 €

A VANNES, le 30 mai 2025

Le Commissaire aux Comptes  
CABINET COLIN HENRIO  
Mickaël GOUVARY

